

CONFÉRENCE D'ACTUALITÉ

MARDI 25 ET MERCREDI 26 JANVIER 2022

23<sup>e</sup> ÉDITION



# PANORAMA DU DROIT ET DU CONTENTIEUX DE LA FONCTION PUBLIQUE

Toute l'actualité 2021 décryptée par les meilleurs experts !

Réforme du passage aux 1607 heures, accord sur le télétravail : quelles conséquences sur l'activité des agents de la fonction publique ?

Réforme du Code de la fonction publique : qu'est-ce qui va changer ?

Contractuels, gestion des carrières, maladie, discipline : quelles sont les décisions jurisprudentielles déterminantes de l'année ?

En partenariat avec l'AATF



ADMINISTRATEURS  
TERRITORIAUX



Conférence en mode

PRÉSENTIEL ou DISTANCIEL

au choix



Nombre de places  
en présentiel limité



Une attestation vous  
sera remise validant  
14 heures de formation



Éligible au plan de développement des compétences

[www.efe.fr](http://www.efe.fr)

# PANORAMA DU DROIT ET DU CONTENTIEUX

MARDI 25 JANVIER 2022

JOURNÉE PRÉSIDÉE PAR :

**Didier Jean-Pierre**

Professeur de droit public

**UNIVERSITÉ AIX-MARSEILLE**

Avocat Associé

**CABINET JEAN-PIERRE & WALGENWITZ**

JOURNÉE ANIMÉE PAR :

**Jean-Michel Le Gac**

DRH

**DÉPARTEMENT  
HAUTE-SAVOIE**

**Jacques Bazin**

Avocat Associé

**Élodie Poput**

Avocat Associé

**CABINET BAZIN & CAZELLES**

**8h45** Accueil des participants

## QUELLES ACTUALITÉS DANS LA FONCTION PUBLIQUE EN 2021 ?

**9h00 Réforme du temps de travail : quel est l'impact du passage aux 1607 heures au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ?**

- Le passage aux 1607 heures entraîne-t-il une hausse de l'activité des agents de la fonction publique ?
- Quelles différences d'application du régime dans les 3 fonctions publiques ?
- Comment s'organiser le régime des heures supplémentaires ?
- Quel impact sur les congés et les jours de RTT ?

**Accord collectif sur le télétravail : quels enjeux ? quelle application ?**

- Comment bien appliquer l'accord du 13 juillet et son décret d'application du 26 août 2021 ?
- Quelles sont les modalités de l'accord dans les 3 fonctions publiques ?
- Comment bien calculer l'indemnité télétravail ? Que prend-elle en compte ?

**Le service minimum dans les collectivités territoriales : quels enjeux ?**

- Quels sont les services concernés depuis la loi de Transformation de 2019 ?
- Comment s'organise la mise en place du service minimum au sein de la collectivité ?
- Quels sont les conséquences sur l'organisation du droit de grève ?

**10h30** Café-Networking

**11h00 Élections professionnelles du 8 décembre 2022 : quels enjeux en pratique ?**

- Comment organiser le vote électronique dans les 3 fonctions publiques ?
- Quelles seront les dérogations à la généralisation du vote électronique ?
  - Assurer la sécurité du vote électronique et éviter les dysfonctionnements techniques : quel processus ?
- Comment mobiliser les agents pour faire progresser la participation aux élections ?
- *Quid* de la composition des nouveaux Comités Sociaux de l'Administration (CSA) ?
- Changement dans l'architecture des Commissions Administratives Paritaires (CAP) : quelles conséquences ?

**12h30** Déjeuner

## LES AGENTS NON TITULAIRES

**14h00 Quelle actualité jurisprudentielle en 2021 ?**

- Le juge administratif peut-il se prononcer sur la régularité du licenciement sans avoir préalablement statué sur la nature exacte du contrat d'engagement ?
  - CE, 13 juillet 2021 n° 438286

## À QUI ?

Dans les collectivités territoriales, les administrations centrales, les EPCI et les hôpitaux publics :

- Élus chargés des ressources humaines et/ou du personnel administratif
- Directeurs d'établissement
- DGS et DGA en charge des ressources humaines
- Directeurs et responsables des ressources humaines
- Chargés d'études RH
- Responsables et gestionnaires du personnel
- Chargés de recrutement et de mobilité interne
- Directeurs et responsables juridiques
- Directeurs et responsables du contentieux
- Directeurs et responsables des relations sociales
- Juristes en droit social
- Adjoints administratifs
- Assistants juridiques

Centres de gestions de la FPT et délégations du CNFPT  
Avocats en droit public et en droit de la fonction publique

## POURQUOI ?

- Décrypter la réforme des 1607 heures et intégrer son impact sur vos pratiques
- Intégrer l'accord et la réglementation sur le télétravail au sein des administrations pour bien la mettre en pratique
- Appliquer la jurisprudence marquante de l'année écoulée

- Comment réparer le préjudice lié à un licenciement irrégulier sur la forme ou la procédure, mais justifié sur le fond ?
  - CE, 31 mai 2021 n° 426176

- L'administration peut-elle mettre en place une grille de rémunération pour l'ensemble de ses agents contractuels ?

- CE, 27 mai 2021 n° 431998

- Les agents contractuels peuvent-ils se prévaloir du principe d'égalité avec les fonctionnaires, notamment sur les questions de rémunération ?

- CE, 12 avril 2021 n° 441396

- CAA Versailles, 17 juin 2021 n° 19VE04099

- Quelle est la portée du droit au reclassement des agents contractuels étant sous le régime du CDI ?

- CAA Paris, 30 juin 2021 n° 20PA00110

- Le licenciement d'un agent contractuel peut-il être annulé au seul motif que le délai de préavis n'a pas été respecté ?

- CAA Versailles, 30 septembre 2021 n° 18VE02933

**15h30** Café-Networking

## ACCIDENT, MALADIE, PROTECTION SOCIALE

**16h00 Plan « Santé au travail » 2021-2026 dans la fonction publique : comment va-t-il s'appliquer ?**

- Comment s'organiser pour préparer au mieux l'application des grands axes du plan ?

- Quelles sont les nouveautés jurisprudentielles de 2021 ?

- Données médicales de l'agent public : quel cadre pour y accéder ? Dans quelles conditions ?

- Cons. Const, Décision n° 2021-917 QPC du 11 juin 2021

- Accident de service et manque de prudence de l'agent : quelles conséquences en matière indemnitaire ?

- CAA Bordeaux, 14 décembre 2020 n°18BX04545

- Accident de trajet ou de service : apports jurisprudentiels précisant le régime à observer pour l'agent public

- CE, 12 février 2021 n°430112

- CE, 27 septembre 2021 n°440983

- Quelle extension en matière de présomption d'imputabilité au service en cas d'accident ou de maladie de l'agent ?

- CE, 23 septembre 2021 n°451317

- Jurisprudence dite « Moya-Caville » sur l'indemnisation des agents : quelles nouvelles évolutions et conséquences ?

- CAA Nantes, 15 juin 2021 n°19NT03558

- CAA Versailles, 4 mars 2021 n°19VE00312

- Le juge et l'obligation de reclassement : quelles nouveautés jurisprudentielles ?

- CE 12 juillet 2021 n°442606

- CAA Paris 30 juin 2021 n°437800

**17h30** Clôture de la conférence

## COMMENT ?



Si vous assistez à cette conférence **en présentiel**, vous bénéficierez...

- d'une documentation détaillée envoyée avant ou distribuée au moment de la conférence
- d'échanges directs avec les experts assurant la conférence
- de présentations d'experts suivies par des sessions de questions / réponses

Toutes les précautions seront prises sur le lieu de la conférence afin de respecter la législation en vigueur et les mesures de distanciation sociale.



Si vous assistez à cette conférence **en distanciel**, vous bénéficierez...

- d'une connexion à distance sur notre solution distanciel grâce à des identifiants envoyés après l'envoi de votre convocation
- d'une documentation détaillée envoyée avant ou au moment de la conférence
- d'une connectivité constante du participant avec les intervenants et participants grâce au tchat live et au modérateur/chef de programmes

**Si les circonstances sanitaires nous y obligent, la conférence se tiendra uniquement en mode distanciel à la date prévue.**

# DE LA FONCTION PUBLIQUE

MERCREDI 26 JANVIER 2022

JOURNÉE PRÉSIDÉE PAR :

**Didier Jean-Pierre**  
Professeur de droit public  
**UNIVERSITÉ AIX-MARSEILLE**  
Avocat Associé  
**CABINET JEAN-PIERRE  
& WALGENWITZ**

JOURNÉE ANIMÉE PAR :

**Jean-Michel Le Gac** DRH  
**DÉPARTEMENT HAUTE  
SAVOIE**  
**Delphine Krust**  
Avocat Associé  
**SCP KRUST & PENAUD**

**Christophe Pichon**  
Avocat à la Cour  
**CORNET, VINCENT,  
SEGUREL  
& ASSOCIÉS**

**Vincent Daumas**  
Maître des requêtes  
**CONSEIL D'ÉTAT**  
**Jérôme Michel**  
Maître des requêtes  
**CONSEIL D'ÉTAT**

**8h45** Accueil des participants

## GESTION DES CARRIÈRES, MOBILITÉ ET RÉMUNÉRATION

### **9h00** Quelle actualité en matière de gestion des carrières, mobilité et rémunération ?

- *Quid* des sommes indûment versées par l'administration à l'un de ses agents au titre d'une rémunération ?
  - [CE, 1<sup>er</sup> juillet 2021, ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse contre Mme V.](#)
- Compte-épargne temps dans la fonction publique : quels nouveaux aménagements ?
  - [CE, 27 septembre 2021, Union nationale des syndicats CGT de la protection judiciaire de la jeunesse](#)
- Quelle garantie minimale de rémunération pour les agents titularisés à temps partiel ?
  - [CE, 18 mai 2021, ministre de l'Agriculture et de l'alimentation contre Mme G.](#)
- Publicité de la vacance d'un emploi ouvert à la mobilité : une condition de régularité avant toute nomination ?
  - [CE, 2 avril 2021, Syndicat SNETAP-FSU](#)
- Point d'actualité sur le RIFSEEP, Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel
- RIFSEEP : quel droit au maintien ?
  - [CE, 2 avril 2021, Syndicat national des ingénieurs des travaux publics de l'État et des collectivités territoriales - Force Ouvrière](#)

**10h30** Café-Networking

### **11h00** Réforme du Code de la fonction publique

- Quelle nouvelle organisation formelle du Code de la fonction publique ?
- Quels textes législatifs en vigueur vont être abrogés ?
- Que contiendra la partie réglementaire du Code entrant en vigueur en 2023 ?

## DROIT SYNDICAL ET CESSATION DE FONCTIONS DES AGENTS

### **12h00** Contentieux syndical et cessation des fonctions : quelles nouveautés jurisprudentielles ?

- Élections professionnelles : dans quelles conditions l'administration peut-elle régulièrement recourir au vote électronique par internet ?
  - [CE, 26 janvier 2021, Assistance publique - Hôpitaux de Marseille](#)
- Élections professionnelles : un agent exerçant les fonctions de directeur général ou directeur général adjoint des services d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale peut-il être candidat aux élections des représentants du personnel ?
  - [CE 26 janvier 2021, CFDT-Interco du Calvados](#)
- Mise à la retraite pour ancienneté : pour l'application du droit au recul de la limite d'âge pour enfant à charge (art. 4 de la loi du 18 août 1936), jusqu'à quel âge un enfant peut-il être regardé comme étant à la charge d'un agent ?
  - [CE, 26 janvier 2021, ministre de l'Économie, des finances et de la relance](#)
- Mise à la retraite pour ancienneté : dans la fonction publique hospitalière, quelle limite d'âge appliquer lorsqu'un statut particulier n'en prévoit aucune ?
  - [CE, 24 mars 2021, Centre hospitalier universitaire de Toulouse](#)
- Quelles sont les conditions dans lesquelles un agent public peut percevoir l'Allocation de Retour à l'Emploi ?
  - [CE, 16 juin 2021, Mme R.](#)
  - [CE, 5 juillet 2021, Commune de Colmar](#)
- Annulation par le juge de la décision de placer un fonctionnaire en surnombre à la suite de la suppression de son emploi : quelles conséquences pour la collectivité territoriale ?
  - [CE 12 juillet 2021, Commune de Montmagny](#)

**13h00** Déjeuner

## HARCÈLEMENT, PROTECTION ET DISCIPLINE

### **14h30** Lutte contre le harcèlement : quels sont les arrêts à retenir ?

- Quelles mesures de protection fonctionnelle l'administration doit-elle prendre face au harcèlement moral ?
  - [CAA Bordeaux, 13 juillet 2021, Mme H. contre Centre hospitalier d'Albi](#)
- Le juge administratif commet-il une erreur de qualification juridique en confirmant une sanction disciplinaire pour des faits de harcèlement sexuel envers un agent sans reconnaître le caractère de harcèlement à ces mêmes faits ?
  - [CAA Nancy, 4 février 2021, M. C contre Centre hospitalier de Jury-les-Metz](#)
- *Quid* de la réparation accordée pour des faits constitutifs de harcèlement moral ?
  - [CAA Douai, 5 août 2021, Mme B. contre commune de Bauvin](#)
- Comment le juge administratif procède-t-il pour retenir la qualification juridique de harcèlement moral ?
  - [CE, 28 juillet 2021, Mme B. contre commune de Plaisir](#)

**15h30** Café-Networking

### **16h00** Protection fonctionnelle : quelle actualité législative et jurisprudentielle ?

- Art. 11 de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : quel apport à l'article 11 de la loi du 13 juillet 1983, relatif à la protection fonctionnelle, en cas de « risque manifeste d'atteinte grave à l'intégrité physique du fonctionnaire » ?
- Demande de protection fonctionnelle formulée par un agent détaché sur un emploi fonctionnel : quelle est l'autorité compétente pour se prononcer sur une telle demande lorsque sont formulées des allégations de harcèlement moral mettant en cause le chef de l'exécutif territorial ?
  - [CAA Nantes, 2 février 2021, Mme D. contre communauté de communes du pays de l'Aigle](#)
- Octroi de la protection fonctionnelle à des élus municipaux : dans quelles conditions le conseil municipal se prononce-t-il régulièrement ?
  - [CE 5 juillet 2021, M. D. contre commune de Messimy-sur-Saône](#)
- Litige entre un avocat et une collectivité publique à propos du montant d'honoraires que cette dernière accepte de prendre à sa charge dans le cadre de la protection fonctionnelle : quel est l'ordre de juridiction compétent ?
  - [TC, 13 septembre 2021, Me S. contre Agent judiciaire de l'État et ministère de l'Intérieur](#)

### **16h45** Discipline : quelle actualité jurisprudentielle ?

- Garantie de procédures disciplinaires : quels sont les droits du fonctionnaire mis en retraite ?
  - [CE, 28 janvier 2021, INSEP](#)
- Une mesure de contrôle judiciaire fait-elle obstacle à la nomination d'un fonctionnaire dans un autre service ?
  - [CAA Bordeaux, 31 mai 2021](#)
- Procédure de licenciement et garantie s'attachant à la sincérité des témoignages : quelles sont les obligations du juge administratif ?
  - [CE, 20 juillet 2021](#)
- Contrôle du motif d'insuffisance professionnelle pour un licenciement : quelle est l'étendue du contrôle du juge de cassation ?
  - [CE, 20 juillet 2021, Communauté de communes Val de Charente](#)
- Procédure juridictionnelle disciplinaire : *quid* du principe d'impartialité ?
  - [CE, 29 septembre 2021, Mme G.](#)

**17h45** Clôture de la conférence

